

CODIFICATION DU REGLEMENT DU PERSONNEL

Rapport du Secrétaire général

La résolution 161 (II) que l'Assemblée générale a adoptée à sa cent vingt et unième séance plénière, le 20 novembre 1947, invite le Secrétaire général à présenter, quatre mois avant la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, le texte codifié du règlement du personnel.

Nous présentons ci-joint cette codification.

On remarquera que bien que le règlement ne comporte que 137 articles, la numérotation de ceux-ci va de 1 à 214. Un certain nombre de numéros ont été attribués à chacun des chapitres pour permettre d'ajouter ou de supprimer des articles dans un chapitre donné sans qu'il soit nécessaire de rectifier entièrement la numérotation des articles et des références à ces articles. Il a été jugé opportun de prendre cette précaution bien qu'aucune adjonction ou suppression d'articles ne soit envisagée pour le moment.

RECLEMENT DE PERSONNEL

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE	TITRE	ARTICLES	PAGE
I	DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS	1 à 19	3
II	TRAITEMENTS ET INDEMNITES CONNEXES	20 à 49	8
III	NOMINATION ET STAGE	50 à 69	17
IV	PROMOTIONS	70 à 74	21
V	CONGES	75 à 99	22
VI	CESSATION DE SERVICE	100 à 119	26
VII	VOYAGE	120 à 134	31
VIII	COMITE DU PERSONNEL	135 à 139	34
IX	MESURES DISCIPLINAIRES	140 à 144	35
X	COMITE D'APPEL	145 à 149	36
XI	MESURES PRISES EN FAVEUR DU PERSONNEL	150 à 159	39
XII	PERSONNEL DU SIEGE PAYE A L'HEURE	160 à 169	41
XIII	PERSONNEL EXPRESSEMENT ENGAGE POUR DES CONFERENCES OU AUTRES PERIODES DE SERVICE DE COURTE DUREE	170 à 179	45
XIV	PERSONNEL ENGAGE A TITRE DE CONSULTANTS	180 à 189	48
XV	PERSONNEL DES MISSIONS	190 à 199	50
XVI	PERSONNEL DES BUREAUX PERMANENTS SITUES HORS DU SIEGE	200 à 209	54
XVII	DISPOSITIONS DIVERSES	210 à 219	57

Article 1

Champ d'application

Les articles contenus dans les chapitres I à XI inclus s'appliquent à tous les membres du personnel, sous réserve des exceptions ci-après :

CHAPITRE XII - PERSONNEL DU SIEGE PAYE A L'HEURE

CHAPITRE XIII - PERSONNEL EXPRESSEMENT ENGAGE POUR DES CONFERENCES OU AUTRES PERIODES DE SERVICE DE COURTE DUREE

CHAPITRE XIV - PERSONNEL ENGAGE A TITRE DE CONSULTANTS

CHAPITRE XV - PERSONNEL DES MISSIONS

CHAPITRE XVI - PERSONNEL DES BUREAUX PERMANENTS SITUES HORS DU SIEGE

CHAPITRE I

--- DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS

Article 2

Statut de fonctionnaires internationaux

Le Secrétaire général et tous les membres du personnel sont des fonctionnaires internationaux. Leurs attributions ne sont pas nationales mais exclusivement internationales. En acceptant leur nomination, ils s'engagent à s'acquitter de leurs fonctions et à régler leur conduite en ayant uniquement en vue l'intérêt des Nations Unies.

Article 3

Responsabilité envers le Secrétaire général

(a) Les membres du personnel sont soumis à l'autorité du Secrétaire général et, dans l'exercice de leurs fonctions, sont responsables envers lui.

(b) Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ou d'aucune autorité extérieure à l'Organisation.

Article 4

Serment ou déclaration

(a) Les membres du personnel au moment d'accepter leur nomination souscriront le serment ou la déclaration ci-après :

"Je jure solennellement (var.: je prends l'engagement solennel, je fais la déclaration, ou la promesse solennelle) d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en qualité de membre de l'administration internationale de l'Organisation des Nations Unies, de m'acquitter de ces fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Organisation, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Organisation, en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs."

(b) Le Secrétaire général et les Sous-Secrétaires généraux feront ce serment ou cette déclaration en séance publique de l'Assemblée générale; les autres hauts fonctionnaires s'acquitteront de ce même devoir en public et en présence du Secrétaire général ou de son représentant qualifié.

Article 5

Affectation

Les fonctions des membres du personnel seront fixées par le Secrétaire général. Les membres du personnel pourront être affectés à tout département ou service du Secrétariat.

Article 6

Règles de conduite

Les membres du personnel se conduiront en toutes circonstances comme l'exige leur position de représentants des Nations Unies. Ils ont le devoir d'éviter tout acte et en particulier toute déclaration ou intervention en public susceptible d'avoir une influence défavorable sur leur situation en tant que membres de l'administration internationale. Ils n'ont pas à renoncer à leurs sentiments nationaux ou à leurs convictions politiques ou

religieuses, mais ils doivent, à tout moment, observer la réserve et le tact dont leur situation internationale leur fait un devoir.

Article 7

Communication de renseignements non encore publiés

Les membres du personnel doivent observer la plus grande discrétion sur toutes les questions officielles. Sauf à titre officiel ou avec l'autorisation du Secrétaire général, ils ne doivent communiquer à qui que ce soit un renseignement non encore publié, venu à leur connaissance du fait de leur situation officielle.

Article 8

Relations avec le public

Les membres du personnel ne peuvent faire de déclarations à la presse, accepter des invitations à prendre la parole en public ou parler à la radio, sans autorisation préalable du Secrétaire général.

Article 9

Rétribution pour les conférences publiques

Les membres du personnel ne doivent accepter ni rémunération, ni don de quelque nature que ce soit pour une conférence ou un engagement analogue, mais ils peuvent accepter le remboursement des frais de déplacement qu'ils ont effectivement supportés.

Article 10

Interdiction de recevoir des gratifications

Les membres du personnel ne doivent accepter ni gratification ni avantage quelconque de sociétés ou de particuliers faisant des affaires avec l'Organisation des Nations Unies ou cherchant à entrer en relations commerciales avec elle.

Article 11

Distinctions honorifiques, décorations, faveurs, cadeaux ou honoraires

Les membres du personnel ne peuvent accepter de distinctions honorifique de décorations, de faveurs, de cadeaux ou d'honoraires d'un gouvernement quelconque ou de toute autre source extérieure à l'Organisation, pendant la période de leur activité, sauf en raison de services de guerre.

Article 12

Exercice d'une activité hors de l'Organisation

(a) Les membres du personnel ne peuvent ni exercer une activité quelconque hors de l'Organisation ni occuper un poste qui soient incompatibles avec l'accomplissement normal de leurs fonctions dans l'Organisation. Un membre du personnel ne peut se livrer à une occupation hors de l'Organisation qu'avec l'assentiment préalable du Secrétaire général.

(b) Les membres du personnel ne peuvent pas, sans l'assentiment du Secrétaire général, exercer de fonctions dans une association dont les buts ou l'activité ont un rapport quelconque avec ceux de l'Organisation.

Article 13

Candidature à une fonction publique de caractère politique

Les membres du personnel qui posent leur candidature à une fonction publique de caractère politique doivent donner leur démission de membres du Secrétariat.

Article 14

Heures de travail

(a) Le temps des membres du personnel est tout entier à la disposition du Secrétaire général.

(b) La semaine normale de travail est de 40 heures, non compris le temps des repas.

(c) Le Secrétaire général fixe les congés officiels de l'Organisation.

Article 15

Privilèges et immunités

Les membres du personnel jouissent des privilèges et immunités visés dans la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, dans la mesure où les gouvernements intéressés ont ratifié cette Convention. Ces privilèges et immunités sont conférés dans l'intérêt de l'Organisation. Ils ne dispensent pas les membres du personnel qui en jouissent d'exécuter leurs obligations privées ni d'observer les lois et règlements de police en vigueur. Dans tous les cas où ces privilèges et immunités sont en cause, le membre du personnel intéressé en rend immédiatement compte au Secrétaire général, qui peut seul décider s'ils seront levés.

CHAPITRE II
TRAITEMENTS ET INDEMNITES CONNEXES

Article 20

Barème des traitements annuels

Sous réserve des exceptions prévues aux chapitres XII, XIII, XIV, XV et XVI, le barème des traitements de base qui figure ci-dessous s'applique à tous les membres du personnel :

CLASSE	ECHELON I	ECHELON II	ECHELON III	ECHELON IV	ECHELON V	ECHELON VI	ECHELON VII
(Traitement de base de la classe)							
	Dollars (EU)						
1	1580	1660	1740	1830	1920	2020	2130
2	1740	1830	1920	2020	2130	2240	2360
3	1920	2020	2130	2240	2360	2480	2610
4	2130	2240	2360	2480	2610	2750	2890
5	2360	2480	2610	2750	2890	3050	3210
6	2610	2750	2890	3050	3210	3390	3570
7	2890	3050	3210	3390	3570	3770	3970
8	3210	3390	3570	3770	3970	4190	4410
9	3570	3770	3970	4190	4410	4660	4910
10	3970	4190	4410	4660	4910	5180	5450
11	4410	4660	4910	5180	5450	5750	6050
12	4910	5180	5450	5750	6050	6370	6700
13	5450	5750	6050	6370	6700	7060	7450
14	6050	6370	6700	7060	7450	7870	8300
15	6700	7060	7450	7870	8300	8750	9200
16	7450	7870	8300	8750	9200	9700	10300
17	8300	8750	9200	9700	10300	10900	-
18	9200	9700	10300	10900	-	-	-
19	10000	10500	11000	-	-	-	-
Directeur hors classe	11000	-	-	-	-	-	-
Secrétaire général adjoint	13500	-	-	-	-	-	-

Article 21

Régime d'application des traitements et des
salaires

Les postes sont répartis par catégories et par classes, d'après les devoirs et les attributions qu'ils comportent.

Article 22

Sursalaire de nuit

Les membres du personnel recevront un sursalaire de nuit égal à 10% de leur traitement de base pour toute période de travail régulière effectuée entre 18 heures et 6 heures.

Article 23

Indemnité spéciale

Il peut être alloué une indemnité spéciale en espèces aux membres du personnel qui occupent à titre temporaire un poste d'une classe supérieure à la leur.

Article 24

Passage à un échelon supérieur dans une même classe

a. Il sera accordé aux membres du personnel dont les services auront donné satisfaction une augmentation de traitement d'un échelon à l'échelon immédiatement au-dessus dans la même classe, conformément au barème ci-après :

Classe	Echelon	Temps de service requis
1 à 6	1 à 2	6 mois
	2 à 3	6 mois
	3 à 4	1 an
	4 à 5	1 an
	5 à 6	2 ans
	6 à 7	2 ans
7	1 à 2	6 mois
	2 à 3	6 mois
	3 à 4	1 an
	4 à 5	2 ans
	5 à 6	2 ans
	6 à 7	3 ans
8 à 19	1 à 2	1 an
	2 à 3	1 an
	3 à 4	2 ans
	4 à 5	2 ans
	5 à 6	3 ans
	6 à 7	3 ans

b. Dans le calcul du temps de service requis pour donner droit aux augmentations de traitement ci-dessus, il ne sera tenu compte d'aucune période de congé sans traitement excédant un mois.

Article 25

Traitement à payer en cas de promotion

Le traitement des membres du personnel bénéficiant d'une promotion sera déterminé selon les règles suivantes :

- a. Dans le cas où le traitement actuel du membre du personnel est inférieur au traitement de base de la classe à laquelle il est promu, le fonctionnaire recevra le traitement de base de cette classe.
- b. Dans le cas où le traitement actuel du membre du personnel est égal ou supérieur au traitement de base de la classe à laquelle il est promu, ce fonctionnaire recevra le traitement afférent à l'échelon de sa nouvelle classe qui est immédiatement au-dessus de son traitement actuel.

Article 26

Avances sur traitements

Les membres du personnel qui se trouvent dans une situation financière difficile peuvent bénéficier d'avances de traitements.

Article 27

Retenues et cotisations

- a. Des retenues peuvent être opérées sur les traitements et les salaires pour les cotisations prévues par le présent règlement. Les cotisations consenties par les membres du personnel ainsi que pour le règlement de dettes contractées envers l'Organisation.
- b. Les traitements, salaires et indemnités ne pourront faire l'objet d'une saisie-exécution, d'une retenue en règlement de dette, d'un privilège, d'une opposition, saisie-arrêt ou autre voie d'exécution.

Article 28

Heures supplémentaires et congés de compensation

Les membres du personnel qui doivent travailler au delà du nombre d'heures constituant la semaine de travail normale peuvent bénéficier d'une rémunération supplémentaire ou d'un congé de compensation dans les conditions fixées par le Secrétaire général.

Article 29

Majoration des indemnités dans le cas des fonctionnaires
ayant des charges de famille

- a. Sauf en ce qui concerne les allocations familiales et les indemnités pour frais d'études, seuls recevront des indemnités au taux fixé pour les fonctionnaires ayant des charges de famille, les fonctionnaires hommes mariés ou les membres du personnel qui, en qualité de chef de famille, ont à leur charge, d'une manière permanente et complète, les personnes ci-après : mari, fils, fille, père ou mère, frère ou soeur.
- b. Dans le cas où un membre de la famille immédiate d'un fonctionnaire est employé par l'Organisation, les indemnités ne seront versées qu'au seul membre du personnel considéré comme chef de famille, et cela au taux fixé pour les fonctionnaires ayant des charges de famille.

Article 30

Indemnité de vie chère

Il sera tenu compte des variations du coût de la vie constatées dans la région considérée, depuis la mise en vigueur du barème des traitements et salaires, c'est-à-dire depuis mai 1946, par un système d'indemnités temporaires de vie chère.

Article 31

Indemnité journalière d'installation

- a. Les membres du personnel, à l'exception de ceux qui sont énumérés à l'alinéa (b) ci-après, qui résidaient, au moment de leur nomination dans une localité située à une distance de leur lieu d'affectation qui ne leur permettait pas normalement d'effectuer le voyage d'aller et retour quotidien, recevront une indemnité journalière d'installation pour eux-mêmes et pour les personnes à leur charge pendant soixante jours à compter de leur arrivée au lieu de leur affectation.
- b. Les secrétaires généraux adjoints, les directeurs hors classe et les directeurs touchant une indemnité pour frais de représentation bénéficieront pour eux-mêmes, mais non pour les personnes à leur charge, d'une indemnité journalière d'installation égale à l'indemnité pour frais de voyage à laquelle ils ont droit, pendant trente jours après leur arrivée à leur lieu d'affectation.

Article 32

Prime d'installation

a. Les membres du personnel, y compris ceux qui touchent des indemnités pour frais de représentation, qui sont nommés pour un an ou plus et qui ont droit à l'indemnité journalière d'installation prévue à l'article 31, ou l'ont touchée antérieurement, recevront une prime d'installation.

b. Un membre du personnel n'aura droit qu'une seule fois à la prime d'installation, même si son lieu d'affectation change par la suite.

Article 33

Indemnité d'expatriation

Les membres du personnel, à l'exception de ceux qui touchent une indemnité pour frais de représentation, recevront une indemnité d'expatriation pendant une période maximum de deux ans, calculée à partir de leur nomination ou de leur premier transfert à un lieu d'affectation situé hors de leur pays d'origine selon les règles fixées par le Secrétaire général.

Article 34

Indemnité et subvention pour le

logement

a. Les membres du personnel occupant des appartements de l'Organisation des Nations Unies, à l'exception de ceux qui touchent une indemnité pour frais de représentation, recevront une subvention pour leur logement à condition qu'ils aient droit à l'indemnité d'installation, ou qu'ils l'aient touchée antérieurement, ou encore qu'ils aient servi dans les forces armées pendant la Deuxième guerre mondiale.

b. Les membres du personnel qui n'habitent pas des appartements de l'Organisation des Nations Unies recevront, à l'exception de ceux qui touchent une indemnité pour frais de représentation, une indemnité de logement, à condition qu'ils aient droit à l'indemnité d'installation ou s'ils l'ont touchée précédemment.

Article 35

Indemnités pour charges
de famille

- a. Les membres du personnel, à l'exception de ceux qui touchent une indemnité pour frais de représentation, recevront une indemnité pour charges de famille de 200 dollars (EU) par an pour chaque enfant âgé de moins de 16 ans, ou s'il s'agit d'un enfant qui fréquente régulièrement une école ou une université (ou un établissement d'enseignement analogue), de moins de 18 ans ou de 22 ans respectivement.
- b. Si le père et la mère sont tous deux membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies, une seule indemnité sera versée pour chacun de leurs enfants.
- c. Les membres du personnel qui ont droit à une pension de retraite ou d'invalidité, conformément au règlement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, continueront à recevoir l'indemnité pour chacun de leurs enfants. Celle-ci sera également versée à la veuve bénéficiaire d'une pension de veuve, aux termes du présent règlement.
- d. En cas de décès d'un membre du personnel qui bénéficiait d'une indemnité pour charges de famille, conformément au présent règlement, survenant après le décès de son conjoint, il sera versé au tuteur légal de chaque enfant une indemnité de 400 dollars (EU) ou une autre somme appropriée fixée par le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.
- e. Le Secrétaire général peut décider dans chaque cas particulier, si l'indemnité doit s'appliquer à des enfants adoptifs ou à des beaux-enfants.

Article 36

Indemnités pour frais d'études

- a. Les membres du personnel affectés à un poste hors de leur pays d'origine, qui ont droit à l'indemnité pour charges de famille prévue à l'article 35, recevront, en outre, les indemnités suivantes pour frais d'études :

(i) Une somme de 200 dollars des Etats-Unis par an pour chaque enfant fréquentant régulièrement une école ou une université (ou un établissement d'enseignement analogue) dans son pays d'origine. Si l'enfant a fréquenté un établissement d'éducation de cet ordre pendant une période inférieure aux deux tiers de l'année scolaire, cette indemnité de 200 dollars (EU) sera réduite à une fraction proportionnelle à la durée de fréquentation.

(ii) Une fois par année scolaire, les frais de voyage aller et retour de l'enfant, le voyage s'effectuant suivant un itinéraire approuvé par le Secrétaire général.

(iii) Si les membres du personnel décident d'envoyer leurs enfants dans une école spéciale de la région où ils exercent leurs fonctions dont le programme d'études répond au caractère de leur enseignement national, et notamment dans les écoles internationales organisées pour les enfants des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies, au lieu de les envoyer dans une école de leur pays d'origine, l'Organisation paiera, pour chaque enfant âgé de moins de 14 ans, qui aurait droit autrement, à l'indemnité pour frais d'études, une indemnité égale à la différence entre les frais d'études dans l'école spéciale qu'il fréquente, et les frais d'études dans une école analogue fréquentée par les enfants qui résident habituellement dans la région, sous réserve que cette indemnité ne dépasse pas 200 dollars par an. Si l'enfant est âgé de 14 ans ou plus, l'indemnité spéciale ne sera versée que lorsque la santé de l'enfant ne lui permet pas de rentrer dans son pays d'origine. En pareil cas, un certificat médical attestant les faits doit être fourni et ce certificat doit être approuvé par le médecin de l'Organisation des Nations Unies.

b. Si le père et la mère sont tous deux membres du personnel, une seule indemnité sera accordée pour chacun de leurs enfants.

c. Le Secrétaire général décidera dans chaque cas particulier si l'indemnité pour frais d'études s'applique aussi à des enfants adoptifs ou à des beaux-enfants.

Article 37

Indemnités pour frais de représentation

- a. Les indemnités dont bénéficient les membres du personnel tels que les secrétaires généraux adjoints, les directeurs hors classe et tous autres fonctionnaires que pourra désigner le Secrétaire général, seront censées couvrir toutes indemnités de représentation (y compris les frais de réception), de logement (loyer), de charges de famille, de frais d'études et d'expatriation, mais non les indemnités versées à titre de remboursement comme l'indemnité pour frais de voyage ou de subsistance, les frais de déménagement consécutif à la nomination du fonctionnaire ou à une nouvelle affectation, l'indemnité de licenciement, les frais de voyage afférents au congé dans les foyers et les frais de voyage des fonctionnaires en mission.
- b. Le montant des indemnités pour frais de représentation est fixé comme suit :

Secrétaire général adjoint	-	7.000 à 11.500 dollars (EU)	
Directeur hors classe	-	3.000 à 6.000	"
Autres directeurs			
nommément désignés	-	2.500	"

CHAPITRE III NOMINATION ET STAGE

Article 50

Nomination des membres du personnel

Le Secrétaire général nomme les membres du personnel suivant les besoins du service.

Article 51

Règle générale applicable au choix des membres du personnel

La considération dominante dans le recrutement du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité.

Article 52

Répartition géographique

L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible sera dûment prise en considération, étant entendu que:

- a) Les travailleurs manuels et tous les membres du personnel payés à l'heure seront recrutés sur place.
- b) Les membres du personnel des classes 1 à 7 seront, en règle générale, recrutés sur place.

Article 53

Egalité des hommes et des femmes en matière de recrutement

Tous les postes sont également accessibles aux hommes et aux femmes.

Article 54

Sélection par voie de concours

Dans la mesure du possible, les nominations à des postes seront faites par voie de concours.

Article 55

Nomination d'apatrides ou de citoyens d'Etats ne faisant pas partie de l'Organisation

Les apatrides ou les citoyens d'Etats ne faisant pas partie de

L'Organisation ne seront recrutés que dans des cas exceptionnels.

Article 56

Fascisme et nazisme

Nul ne sera nommé à un poste s'il s'est discrédité par son activité au service du fascisme ou du nazisme ou par ses liens avec l'un ou l'autre.

Article 57

Limite d'âge

En règle générale, les candidatures de personnes âgées de 20 ans ou de plus de 60 ans ne seront pas retenues avec cette réserve que la limite d'âge sera abaissée à 16 ans pour le personnel recruté sur place.

Article 58

Emploi de membres du personnel appartenant à la même famille

(a) Il ne sera pas donné de poste à une personne ayant des liens étroits de consanguinité ou de parenté par alliance avec un membre du personnel, excepté dans des circonstances extraordinaires, où il sera impossible de nommer une autre personne aussi qualifiée.

(b) En règle générale, il ne sera donné de contrat d'une durée indéterminée qu'à un seul membre d'une même famille.

(c) Des membres du personnel entre lesquels il existe des liens étroits de consanguinité ou de parenté par alliance ne pourront être affectés à un même département si l'un des postes est subordonné à l'autre dans l'ordre hiérarchique.

Article 59

Durée d'engagement

(a) Les membres du personnel seront nommés, soit pour une durée indéterminée, soit à titre temporaire.

(b) La nomination des secrétaires généraux adjoints, des directeurs hors classe et des autres hauts fonctionnaires que désignera le Secrétaire général sera faite pour une période maximum de cinq ans avec faculté de renouvellement.

Article 60

Engagement d'une durée indéterminée

(a) Toute nomination pour une durée indéterminée, qui aura été confirmée après un stage, sera considérée comme permanente sous réserve de révision tous les cinq ans, pour des raisons afférentes à la qualité du travail, la compétence et l'intégrité de l'intéressé.

(b) Le Secrétaire général instituera un comité des nominations chargé d'examiner et d'apprécier les titres des personnes recommandées en vue d'un engagement d'une durée indéterminée.

(c) Un stage de 12 mois de service ininterrompu sera exigé avant la confirmation d'un engagement d'une durée indéterminée; étant entendu qu'il sera fait état, à cet effet, du service accompli avant la date effective de nomination à concurrence de 9 mois au maximum. La durée du stage pourra être portée jusqu'à 18 mois dans des cas particuliers.

Article 61

Nomination à titre temporaire

(a) Des contrats temporaires seront donnés pour la durée et aux conditions fixées par le Secrétaire général.

(b) Les engagements à titre temporaire pour des postes qui sont normalement pourvus par voie de recrutement sur place (article 52) ne donneront pas droit, en règle générale, aux indemnités et avantages prévus pour les membres du personnel recrutés hors de la région.

Article 62

Examen médical

Dans toute la mesure du possible, les membres du personnel devront subir, avant leur nomination, un examen médical effectué par un médecin dûment qualifié. Il ne sera fait d'engagement d'une durée indéterminée que lorsque le médecin de l'Organisation aura délivré un certificat attestant que le candidat est exempt de toute infirmité ou maladie de nature à l'empêcher de s'acquitter convenablement de ses fonctions.

Article 63

Lettre d'engagement

Tout membre du personnel reçoit, au moment de sa nomination une lettre d'engagement signée par le Secrétaire général ou par son représentant dûment qualifié.

Article 64

Frais de voyage et de déménagement à l'occasion de la nomination

Tout membre du personnel recevra, lorsqu'il sera nommé à un poste, le montant de ses frais de voyage, de ceux de sa femme et des enfants à sa charge, conformément aux conditions prescrites au Chapitre VII; les frais de déménagement et de transport de son mobilier et de ses autres effets personnels lui seront également remboursés.

Article 65

Rapports périodiques sur les membres du personnel

Des rapports périodiques seront établis sur la façon dont chaque membre du personnel s'acquitte de ses fonctions; ces rapports seront versés au dossier permanent de l'intéressé.

CHAPITRE IV PROMOTIONS

Article 70

Définition de la promotion

On entend par promotion l'avancement d'un membre du personnel par sa nomination à un poste d'une classe supérieure à celle du poste qu'il occupe.

Article 71

Politique en matière de promotion

Les postes vacants attribués aux personnes les plus qualifiées, compte tenu, comme il convient, des considérations suivantes:

- (a) les membres du personnel doivent être choisis de préférence aux candidats qui ne font pas partie de l'Organisation;
- (b) Il faut s'attacher à maintenir une répartition géographique aussi large que possible parmi le personnel; et
- (c) l'effectif doit être augmenté par l'engagement de personnel pour les différentes catégories de postes.

Article 72

Comités des nominations

Des comités institués par le Secrétaire général examineront les titres des membres du personnel et donneront des avis au sujet de leur avancement.

CHAPITRE V

CONGES

Article 75

Mode de décompte du congé annuel

(a) Les membres du personnel ont droit à un congé annuel à raison de deux jours et demi ouvrables par mois entier de service.

(b) Il n'est pas attribué de congé annuel à un membre du personnel pour la période pendant laquelle il est en congé sans traitement ou suspendu de ses fonctions sans traitement.

(c) Toute absence qui n'est pas expressément couverte par d'autres dispositions du présent règlement est déduite du congé annuel.

Article 76

Durée maximum du congé accumulable

(a) Le congé annuel peut se cumuler jusqu'à un maximum de cent jours ouvrables.

(b) On ne peut reporter plus de quinze jours sur le congé annuel acquis au cours d'une année donnée; toutefois, le Secrétaire général peut faire une exception pour des membres du personnel chargés de fonctions spéciales.

Article 77

Utilisation des congés annuels

Le congé annuel peut être pris par journée ou demi journée, autant que les exigences du service le permettent et avec l'approbation de l'autorité compétente.

Article 78

Congé annuel anticipé

Un membre du personnel peut, dans des circonstances exceptionnelles, obtenir un congé annuel anticipé, d'une durée maximum de dix jours ouvrables.

Article 79

Traitement échu pendant la période de congé

Un membre du personnel peut recevoir, par anticipation, le traitement qui viendra à échéance pendant son congé.

Article 80

Congé dans les foyers

(a) Les membres du personnel dont les foyers sont situés en dehors du pays où ils exercent leurs fonctions ont droit, tous les deux ans, en plus de leur congé annuel, à un congé dans leurs foyers, de douze jours ouvrables, augmenté du temps nécessaire pour le voyage, ce temps ne devant pas excéder trente jours, par un itinéraire et un moyen de transport approuvés, en direction et en provenance du lieu reconnu comme étant le lieu de leurs foyers.

(b) Un membre du personnel dont les foyers sont situés dans le pays où il exerce ses fonctions a droit tous les deux ans, en plus de son congé annuel, à un congé dans ses foyers, d'une durée égale au temps nécessaire pour le voyage, ce temps ne devant pas dépasser 30 jours par un itinéraire et un moyen de transport approuvés en direction et en provenance du lieu reconnu comme étant le lieu de ses foyers.

(c) En principe, les périodes de congé dans les foyers ne se cumulent pas.

(d) Le Secrétaire général peut demander que le congé dans les foyers soit pris à l'occasion d'un voyage officiel à proximité du pays dans lequel sont situés les foyers de l'intéressé.

(e) Si un membre du personnel n'a pas pris son congé dans ses foyers, il ne lui sera ni compté ni payé de congé annuel supplémentaire.

Article 81

Congé anticipé dans les foyers

Dans des circonstances exceptionnelles, un membre du personnel pourra être autorisé à prendre son congé dans ses foyers par anticipation.

Article 82

Faculté d'ajouter le congé annuel au congé dans les foyers

En principe, le congé annuel acquis doit s'ajouter au congé dans les foyers, ou au congé dans les foyers anticipé, dans la mesure où les exigences du service le permettront.

Article 83

Frais de voyage

Pour se rendre en congé dans ses foyers, un membre du personnel aura droit au paiement des frais de voyage pour lui-même, sa femme et les enfants à sa charge, dans les conditions prescrites au Chapitre VII.

Article 84

Définition du congé de maladie

Le congé de maladie est une autorisation d'absence à plein traitement, accordée à un membre du personnel qui, par suite de maladie ou d'accident, se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions.

Article 85

Mode de décompte du congé de maladie

Les membres du personnel ont droit à un congé de maladie, à raison d'un jour et demi ouvrable par mois entier de service, jusqu'à un maximum de quatre-vingt-dix jours ouvrables.

Article 86

Certificat à fournir en cas de congé de maladie

(a) Un membre du personnel qui s'absente, pour raison de maladie ou d'accident, pendant plus de trois jours ouvrables consécutifs, doit présenter un certificat d'un médecin qualifié indiquant la nature et la durée probable de la maladie et l'incapacité de l'intéressé à remplir ses fonctions. Dans le cas où la maladie se prolonge, l'intéressé devra fournir un nouveau certificat à la fin de chaque période de dix jours ouvrables.

(b) Lorsqu'au cours d'une année un membre du personnel a pris, sans certificat à l'appui, des congés de maladie dont le total dépasse douze jours ouvrables, tout autre congé de maladie pris pendant l'année considérée devra être justifié par un certificat médical et sera déduit du congé annuel ou compté comme congé spécial sans traitement.

(c) Le Secrétaire général peut désigner un médecin qui se rendra auprès des membres du personnel en congé de maladie.

Article 87

Congé de maladie anticipé

En cas de besoin, un membre du personnel peut obtenir un congé de maladie anticipé, jusqu'à un maximum de trente jours ouvrables.

Article 88

Congé de maternité

(a) Les membres du personnel engagés à titre temporaire qui ont ou auront deux ans de service dans l'Organisation au moment de l'accouchement et les membres du personnel dont l'engagement d'une durée indéterminée a été confirmé après un stage, bénéficieront d'un congé de maternité à plein traitement, à raison de six semaines avant et de six semaines après l'accouchement.

(b) Les membres du personnel autres que ceux qui sont visés au paragraphe (a) ci-dessus, se verront accorder le congé annuel et le congé de maladie qu'ils ont acquis. Dans le cas où ces deux congés réunis ne suffiraient pas, une demande de congé spécial sans traitement peut être faite en vertu de l'article 90.

Article 89

Certificat médical

Les demandes de congé de maternité et de reprise ultérieure du service doivent être présentées avec certificat médical à l'appui. La reprise du service doit être approuvée par le médecin des Nations Unies.

Article 90

Congés spéciaux

(a) Des congés spéciaux, avec plein traitement, traitement partiel, ou sans traitement, peuvent être accordés pour permettre de poursuivre des études ou des recherches dans l'intérêt de l'Organisation, ou en cas de maladie prolongée, ainsi que pour d'autres raisons urgentes ou exceptionnelles.

(b) En principe, les congés spéciaux sans traitement ne seront accordés qu'après épuisement de tout le congé annuel acquis.

CHAPITRE VI
CESSATION DE SERVICE

Article 100

Définitions

(a) Le terme "démission" s'applique à la cessation de service lorsqu'elle résulte de l'initiative d'un membre du personnel.

(b) Le terme "licenciement" s'applique à la cessation de service lorsqu'elle résulte d'une décision de l'Organisation des Nations Unies, décision ne comportant pas renvoi pour raison disciplinaire.

(c) Le terme "renvoi" signifie cessation de service de caractère disciplinaire exigée par l'Organisation des Nations Unies en raison d'une faute grave ou d'un délit (voir chapitre IX).

Article 101

Préavis de démission

(a) Les membres du personnel nommés pour une durée indéterminée peuvent démissionner moyennant préavis de trois mois donné par écrit.

(b) Les membres du personnel nommés à titre temporaire peuvent démissionner moyennant préavis de trente jours donné par écrit.

(c) Le Secrétaire général a toute latitude pour abréger le préavis de démission.

Article 102

Licenciement

Le Secrétaire général peut résilier l'engagement d'un membre du personnel dans les conditions prévues par son engagement si celui-ci a été établi conformément aux dispositions de l'article 61, ou si les nécessités du service exigent la suppression du poste ou une réduction de personnel, ou si les services de l'intéressé ne donnent pas satisfaction.

Article 103

Préavis de licenciement

(a) Si un engagement d'une durée indéterminée doit être résilié pour l'une des raisons énoncées à l'article 102, après l'achèvement du stage, un préavis d'au moins trois mois sera donné par écrit au membre du personnel intéressé. Avec l'autorisation du Secrétaire général, ce préavis peut être remplacé par le paiement du traitement de la période correspondante.

(b) L'engagement des membres du personnel peut être résilié à tout moment pendant le stage précédant les nominations pour une durée indéterminée, moyennant préavis de trente jours donné par écrit.

(c) L'engagement des membres du personnel nommés à titre temporaire peut être résilié à tout moment, moyennant préavis de trente jours donné par écrit ou selon d'autres conditions prévues dans leur contrat.

Article 104

Réduction des effectifs

En cas de résiliation de contrats par suite de réduction des effectifs ou de suppression de postes, on tiendra dûment compte des conditions d'engagement de l'intéressé, de sa compétence et de son intégrité, de sa nationalité, considérée du point de vue de la répartition géographique du personnel en général, et de son ancienneté de service.

Article 105

Age de la retraite

L'âge normal de la retraite pour les membres du personnel est de 60 ans. Dans des circonstances exceptionnelles, le Secrétaire général peut reculer cette limite d'âge jusqu'à 65 ans.

Article 106

Certificat relatif aux services de l'intéressé

Tout membre du personnel qui en exprime le désir recevra, en quittant le service de l'Organisation, un certificat indiquant quelles ont été ses fonctions et la durée de son service. Sur demande écrite de l'intéressé, ce certificat indiquera également la qualité de son travail et sa conduite en tant que membre du personnel de l'Organisation.

Article 107

Indemnité de licenciement

(a) Les membres du personnel nommés pour une durée indéterminée et dont l'engagement est résilié en vertu de l'article 102, ont droit à une indemnité égale, au minimum, à trois mois de traitement. Le montant de cette indemnité peut augmenter proportionnellement à la durée des services, sans pouvoir dépasser l'équivalent de neuf mois de traitement.

(b) Les membres du personnel, autres que ceux qui sont nommés pour une durée indéterminée, dont l'engagement prend fin dans les conditions prévues par l'article 102, peuvent toucher une indemnité selon les conditions auxquelles ils ont été engagés.

(c) Il ne sera payé aucune indemnité :

(i) Si l'intéressé démissionne, sauf lorsque les Nations Unies ont déjà donné un avis de résiliation et que les deux parties se sont mises d'accord sur la date de son départ,

(ii) Si l'intéressé est l'objet d'un renvoi sommaire.

Article 108

Dispositions spéciales concernant les congés

Tout membre du personnel quittant les services de l'Organisation qui n'a pas pu prendre la totalité du congé annuel qui lui revient, recevra

une somme égale à son traitement de base pendant la période correspondante.

Article 109

Dispositions spéciales concernant la Caisse de prévoyance

Lorsque les services d'un membre du personnel qui verse régulièrement sa contribution à la Caisse de prévoyance prennent fin, le montant figurant au crédit du compte de l'intéressé lui est remis.

Article 110

Dispositions spéciales concernant la Caisse des pensions

Quand les services d'un membre du personnel affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies cessent, il a droit à toutes prestations prévues en pareil cas.

Article 111

Dettes envers les Nations Unies

Quand un membre du personnel cesse ses fonctions auprès des Nations Unies, toute somme qu'il doit à l'Organisation est déduite du montant qui lui est dû.

Article 112

Versements aux ayant-droit de
tout membre du personnel décédé

En cas de décès d'un membre du personnel, toutes les sommes portées à son crédit seront versées aux ayant-droit désignés par lui, déduction faite de tout montant dû par le défunt aux Nations Unies.

Article 113

Frais de voyage et de déménagement
en cas de cessation de service

Conformément aux conditions prescrites au chapitre VII, tout membre du personnel recevra, lorsque ses fonctions auprès de l'Organisation cesseront, le montant des frais de voyage pour lui-même, pour sa femme et pour les enfants à sa charge jusqu'au lieu où il a été recruté, sauf dans le cas suivant :

Tout membre du personnel ayant un engagement d'une durée indéterminée, qui a été nommé pour 2 ans ou plus ou qui a servi sans interruption pendant 2 ans ou plus aura droit au montant des frais de voyage jusqu'au lieu reconnu, aux termes de l'article 80, comme étant celui de ses foyers, si ce lieu n'est pas celui où il a été recruté.

Conformément aux conditions prévues à l'article 125, tout membre du personnel dont les fonctions cessent recevra le montant des dépenses afférentes au déménagement de ses meubles et autres objets personnels.

CHAPITRE VII

VOYAGES

Article 120

Champ d'application

L'Organisation des Nations Unies prendra à sa charge, aux conditions prescrites par le Secrétaire général, les frais de voyage des membres du personnel.

- (a) Lorsque les intéressés seront nommés,
- (b) Lorsqu'ils seront en mission
- (c) Lorsqu'ils changeront de résidence pour les besoins du service,
- (d) Lorsqu'ils iront en congé dans leurs foyers,
- (e) Lorsque leurs fonctions auprès de l'Organisation cesseront.

Article 121

Frais de voyage des membres du personnel

Les frais de voyage dont le paiement est autorisé par l'article 120 comprendront :

- (a) Les frais de transport,
- (b) L'indemnité de subsistance,
- (c) Les autres dépenses nécessaires au cours du voyage.

Les membres du personnel montreront dans leurs dépenses la modération dont ferait preuve une personne avisée voyageant pour ses affaires personnelles.

Article 122

Itinéraire à suivre

L'itinéraire choisi sera le plus économique, sauf s'il est prouvé que les nécessités du service exigent que le voyage s'effectue par un autre itinéraire.

Article 123

Avances

Les membres du personnel voyageant à titre officiel pourront demander une avance d'un montant suffisant pour couvrir les frais de voyage envisagés.

Article 124

Frais de voyage des personnes à charge

L'Organisation des Nations Unies paiera, aux conditions prescrites par le Secrétaire général, les frais de transport, l'indemnité de subsistance et les dépenses supplémentaires autorisées pour la femme et les enfants à la charge des membres du personnel :

- (a) Lorsque les membres du personnel sont nommés, à la condition que la nomination soit faite pour une période d'un an au moins,
- (b) Lorsqu'ils vont en congé dans leurs foyers,
- (c) Lors de la résiliation du contrat à condition que l'intéressé ait été nommé pour une période d'un an au moins,
- (d) Lors d'un changement de résidence pour les besoins du service.

En outre, l'Organisation prendra à sa charge les frais du voyage des enfants bénéficiant d'une indemnité pour frais d'études.

Article 125

Frais de déménagement

L'Organisation des Nations Unies prendra à sa charge, aux conditions prescrites par le Secrétaire général, les frais afférents au déménagement du mobilier et autres effets personnels des membres du personnel :

- (a) Lors de leur engagement pour une période de deux ans au moins;
- (b) En cas de transfert d'un lieu de travail officiel à un autre;
- (c) Lorsqu'ils quittent le service de l'Organisation à la condition qu'ils aient été engagés pour une période de deux ans au moins ou qu'ils aient accompli au moins deux ans de service.

Article 126

Transport du corps des membres du personnel décédés

(a) Lorsqu'un membre du personnel viendra à mourir, l'Organisation des Nations Unies prendra à sa charge, aux conditions prescrites par le Secrétaire général, les dépenses afférentes à l'embaumement et au transport du corps depuis le lieu où le défunt exerçait ses fonctions ou, s'il était en mission, depuis le lieu où il est mort, jusqu'à son lieu d'origine.

(b) Les personnes à la charge d'un membre du personnel qui meurt ont droit au paiement de leur voyage de retour quelle qu'ait été la nature de l'engagement du défunt.

(c) Les dispositions de l'alinéa (b) s'appliquent aux personnes à la charge du membre du personnel qui ont droit au voyage de retour, aux termes de l'article 124.

CHAPITRE VIII
COMITE DU PERSONNEL

Article 135

Comité du personnel

Un comité de représentants du personnel, élus par les membres du personnel pour exposer leur point de vue, sera consulté sur les questions générales d'administration et de bien-être intéressant le personnel. Cette règle ne sera pas applicable en cas d'urgence.

CHAPITRE IX
MESURES DISCIPLINAIRES

Article 140

Mesures disciplinaires

(a) Le Secrétaire général peut prendre des mesures disciplinaires à l'égard de membres du personnel dont la conduite ne donne pas satisfaction.

(b) Les mesures disciplinaires comprennent le blâme écrit, la suspension sans traitement, la rétrogradation, le licenciement avec préavis réglementaire, ou le renvoi sommaire.

Article 141

Possibilité de défense

Aucun membre du personnel ne pourra être frappé de mesures disciplinaires sans qu'il ait eu, au préalable, la possibilité d'exposer son cas par écrit.

Article 142

Suspension en attendant les résultats de l'enquête

Si un membre du personnel est accusé de faute grave et si le Secrétaire général considère, à première vue, que l'accusation est fondée et que le maintien en fonction du membre en question, en attendant les résultats de l'enquête, nuirait au service, ce membre peut être suspendu de ses fonctions avec ou sans traitement pendant la durée de l'enquête, sans préjudice de ses droits.

CHAPITRE X

COMITE D'APPEL

Article 145

Compétence du Comité

(a.) Il sera créé un Comité d'appel ayant pour fonctions de donner au Secrétaire général, qui conservera un droit de décision final, des avis sur les appels présentés par les membres du personnel; à savoir:

(i) Les appels présentés contre toute décision relative à l'application du règlement du personnel ou des usages administratifs afférents aux licenciements.

(ii) Les appels fondés sur la non observation des clauses de contrats de nomination.

(iii) Les appels présentés contre les licenciements pour motifs disciplinaires.

(iv) Les réclamations relatives aux indemnités.

(v) Les appels de toute autre nature que le Secrétaire général pourra décider de référer au Comité.

(b.) Le Comité pourra, avec l'approbation du Secrétaire général, fournir des avis consultatifs sur des questions qui ne font pas l'objet d'un appel.

Article 146

Composition du Comité

(a.) Le Comité d'appel sera composé de cinq membres qui jouiront d'un droit égal de vote, et qui seront nommés de la façon suivante :

(i) Un président nommé par le Secrétaire général, après avoir consulté le Comité du personnel. Un ou plusieurs présidents suppléants pourront être nommés dans les mêmes conditions.

(ii) Deux membres nommés par le Secrétaire général.

(iii) Deux membres représentant le personnel.

(b.) Les deux membres représentant le personnel, (voir (iii) ci-dessus) seront pris sur une liste divisée en trois groupes:

Le groupe I comprendra des membres du personnel des classes 1 à 8

Le groupe II comprendra des membres du personnel des classes 9 à 14

Le groupe III comprendra des membres du personnel des classes 15 à 19

Les personnes portées sur cette liste seront élues annuellement par le personnel. Douze personnes seront élues pour chacun des trois groupes définis ci-dessus. Au cours des délibérations du Comité, l'un au moins des membres représentant le personnel devra faire partie du même groupe que le membre du personnel qui fait appel et aucun d'entre eux ne devra appartenir à un groupe inférieur. Sous réserve de l'application de cette règle, les membres de chaque groupe seront successivement appelés par le secrétaire du Comité à faire partie du Comité d'appel. Le membre du personnel faisant appel devant le Comité n'aura pas le droit de récuser plus de deux membres représentant le personnel. Lorsqu'il fera usage de ce droit, ce sont les membres appelés à siéger immédiatement après les membres recusés qui seront appelés à la place de ces derniers.

(c.) Un secrétaire, qui n'aura pas droit de vote et qui sera nommé par le Secrétaire général.

Article 147

Représentation du Comité du personnel

A moins que le membre du personnel qui introduit un appel ne s'y oppose, le Comité du personnel aura le droit de se faire représenter par un de ses membres à toutes les réunions du Comité d'appel auxquelles les représentants des parties intéressées à l'affaire peuvent assister.

Article 148

Procédure

- (a.) Le Secrétaire général fixera la procédure de demande d'appel.
- (b.) Le Comité d'appel déterminera sa propre procédure.

CHAPITRE XI

Mesures prises en faveur du personnel

Article 150

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Tout membre du personnel âgé de moins de 60 ans au moment où il entre en fonctions doit s'affilier à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément au statut provisoire du personnel, à condition qu'il ait un engagement d'une durée indéterminée ou que son engagement soit fait pour une durée déterminée d'un an ou plus et que son affiliation à la Caisse des pensions soit spécifiée dans sa lettre d'engagement.

Article 151

Caisse de prévoyance du personnel

(a.) Les membres du personnel qui ne sont pas soumis au statut de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui ont été engagés avant le 28 janvier 1947 et pour lesquelles les conditions de leur engagement le prévoient, feront partie de la Caisse de prévoyance du personnel.

(b.) Un membre du personnel répondant aux conditions énoncées au paragraphe (a) ci-dessus versera à la Caisse de prévoyance du personnel 6 pour 100 de son traitement de base. L'Organisation des Nations Unies versera un montant équivalent pour le compte de ce membre du personnel.

(c.) Un membre du personnel qui s'affilie à la Caisse des pensions du personnel ne pourra, par la suite, faire partie de la Caisse de prévoyance du personnel; le montant des sommes figurant à son crédit à la Caisse de prévoyance sera transféré à la Caisse commune des pensions.

Article 152

Soins médicaux

Des dispositions seront prises pour que les membres du personnel bénéficient, suivant les modalités qui conviendront, des soins médicaux et de l'hospitalisation.

Article 153

Secours

Tout fonctionnaire qui est victime d'un accident en cours de service ou qui est obligé d'interrompre ses fonctions par suite de maladie directement imputable au travail qu'il accomplissait à l'Organisation, recevra une juste indemnité. En cas de décès survenu dans ces circonstances, une juste indemnité sera versée à sa veuve ou à telle des personnes se trouvant à sa charge, que déterminera le Secrétaire général.

CHAPITRE XIII

PERSONNEL DU SIEGE PAYE A L'HEURE

Article 160

Exceptions aux dispositions du statut

Sous réserve des restrictions énoncées dans le présent chapitre, tous les articles des chapitres I à XI seront applicables au personnel payé à l'heure à l'exception des articles suivants:

Article 15.	Privilèges et immunités
Article 20	Barème des traitements annuels
Article 24 (a)	Echelons de traitement à l'intérieur des classes
Article 31	Indemnité d'installation
Article 32	Prime d'installation
Article 33	Indemnité d'expatriation
Article 34 (b)	Indemnité de logement
Article 36	Indemnité pour frais d'études
Article 37	Indemnité pour frais de représentation
Article 64	Frais de voyage et de déménagement à l'occasion de la nomination
Article 80	Congé dans les foyers
Article 81	Congé anticipé dans les foyers
Article 82	Faculté d'ajouter le congé annuel au congé dans les foyers
Article 83	Frais de voyage
Article 113	Frais de voyage et de déménagement en cas de cessation de service.
Article 120 (a), (c), (d), (e)	Voyage - dispositions applicables aux membres du personnel
Article 124	Frais de voyage des personnes à charge
Article 125	Frais de déménagement

Article 161

Barème des salaires

a) Les taux bruts des salaires des membres du personnel payés à l'heure sont indiqués ci-après :

A L'ENGAGEMENT		APRES SIX MOIS DE SERVICES SATISFAISANTS		
Classe	Salaires brut	Salaires net servant de base pour le calcul des cotisations à la Caisse de prévoyance et à la Caisse des pensions	Salaires brut	Salaires net servant de base pour le calcul des cotisations à la Caisse de prévoyance et à la Caisse des pensions
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Dollars (F.U.)	Dollars (F.U.)	Dollars (F.U.)	Dollars (F.U.)
1	0 96	0 84	1 01	0 88
2	1 00	0 87	1 05	0 92
3	1 04	0 91	1 09	0 95
4	1 08	0 94	1 13	0 98
5	1 11	0 97	1 17	1 02
6	1 16	1 01	1 22	1 06
7	1 20	1 04	1 26	1 09
8	1 23	1 06	1 29	1 11
9	1 27	1 10	1 33	1 15
10	1 32	1 14	1 39	1 20
11	1 35	1 16	1 42	1 22
12	1 39	1 20	1 46	1 25
13	1 44	1 24	1 51	1 30
14	1 48	1 27	1 55	1 33
15	1 51	1 30	1 59	1 36

A L'ENGAGEMENT

APRES SIX MOIS DE SERVICES
SATISFAISANTS

Classe	Salaire brut	Salaire net servant de base pour le calcul des cotisations à la Caisse de prévoyance et à la Caisse des pensions	Salaire brut	Salaire net servant de base pour le calcul des cotisations à la Caisse de prévoyance et à la Caisse des pensions
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Dollars (E.U.)	Dollars (E.U.)	Dollars (E.U.)	Dollars (E.U.)
16	1 55	1 33	1 63	1 39
17	1 60	1 37	1 68	1 43
18	1 63	1 39	1 71	1 46
19	1 67	1 42	1 75	1 49
20	1 70	1 45	1 79	1 52
21	1 74	1 48	1 83	1 55
22	1 79	1 52	1 88	1 59

(b) Les cotisations à la Caisse de prévoyance et à la Caisse commune des pensions de l'Organisation des Nations Unies seront calculées sur la base des salaires nets correspondants expliqués dans les colonnes (3) et (5) du barème.

Article 162

Passage à un échelon supérieur dans une même classe

Le personnel payé à l'heure qui aura exercé ses fonctions pendant six mois d'une manière satisfaisante pourra avancer d'un échelon conformément à l'article 161.

Article 163

Rémunération afférente aux heures supplémentaires

Le personnel payé à l'heure touchera en espèces toute rémunération afférente aux heures supplémentaires.

CHAPITRE XIII
PERSONNEL EXPRESSEMENT ENGAGE POUR DES CONFERENCES
OU AUTRES PERIODES DE SERVICE DE COURTE DUREE

Article 170

Champ d'application

Les dispositions du présent chapitre seront applicables aux membres du personnel engagés pour la durée de l'Assemblée générale ou d'une conférence, ou pour une période maximum de quatre mois.

Article 171

Traitements et indemnités connexes

Les membres du personnel visés à l'article 170 seront rémunérés sur la base d'un traitement brut et n'auront droit ni à une indemnité quelconque ni au congé annuel.

Article 172

Exceptions aux dispositions du statut

Sous réserve des restrictions énoncées dans le présent chapitre, tous les articles des chapitres I à XI seront applicables au personnel visé à l'article 170, à l'exception des articles suivants :

Article 15	Privilèges et immunités
Article 20	Barème des traitements
Article 23	Indemnité spéciale
Article 24	Passage à un échelon supérieur d'une même classe
Article 25	Traitement à payer en cas de promotion
Article 29	Majoration des indemnités dans le cas des fonctionnaires ayant des charges de famille.
Article 30	Indemnité de vie chère
Article 31	Indemnité journalière d'installation
Article 32	Prime d'installation

Article 33	Indemnité d'expatriation
Article 34	Indemnité et subvention pour le logement
Article 35	Indemnité pour charges de famille
Article 36	Indemnité pour frais d'études
Article 37	Indemnités pour frais de représentation
Article 60	Engagement d'une durée indéterminée
Article 65	Rapports périodiques sur les membres du personnel
Article 70	Définition de la promotion
Article 71	Politique en matière de promotions
Article 72	Comités des promotions
Article 75	Mode de décompte du congé annuel
Article 76	Durée maximum du congé accumulable
Article 77	Utilisation des congés annuels
Article 78	Congé annuel anticipé
Article 79	Traitement échu pendant la période congé
Article 80	Congé dans les foyers
Article 81	Congé anticipé dans les foyers
Article 82	Faculté d'ajouter le congé annuel au congé dans les foyers
Article 83	Frais de voyage
Article 87	Congé de maladie anticipé
Article 88	Congé de maternité
Article 89	Certificat médical
Article 90	Congés spéciaux
Article 101	Préavis de démission
Article 103	Préavis de licenciement
Article 104	Réduction des effectifs
Article 105	Age de la retraite
Article 107	Indemnité de licenciement
Article 108	Dispositions spéciales - Congés
Article 109	Dispositions spéciales - Caisse de prévoyance

Article 110	Dispositions spéciales - Caisse des pensions
Article 121(b)	Frais de voyage des membres du personnel
Article 123	Avances
Article 124	Frais de voyage des personnes à charge
Article 125	Frais de déménagement
Article 150	Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies
Article 151	Caisse de prévoyance du personnel
Article 152	Soins médicaux

Article 173

Préavis de démission

(a) Les membres du personnel visés à l'article 170 recrutés sur place peuvent démissionner moyennant préavis de quinze jours donné par écrit.

(b) Les membres du personnel visés à l'article 170 qui n'ont pas été recrutés sur place peuvent démissionner moyennant préavis de trente jours donné par écrit.

(c) Le Secrétaire général peut accepter des démissions données avec un préavis plus court.

Article 174

Préavis de licenciement

(a) Les membres du personnel visés à l'article 170 recrutés sur place peuvent être licenciés à tout moment moyennant un préavis de quinze jours donné par écrit ou, dans toutes autres conditions prévues dans leur engagement.

(b) Les membres du personnel visés à l'article 170 qui n'ont pas été recrutés sur place peuvent être licenciés à tout moment moyennant préavis de trente jours donné par écrit ou, dans toutes autres conditions prévues par leur engagement.

CHAPITRE XIV

PERSONNEL ENGAGE A TITRE DE CONSULTANTS

Article 180

Champ d'application

(a.) Les articles du présent chapitre s'appliquent aux personnes engagées comme consultants.

(b.) Par "consultant", on entend une autorité ou un spécialiste dont la compétence est reconnue dans le domaine pour lequel on fait appel à ses services et qui fournit ceux-ci par intermittence ou pour une période de courte durée, en règle générale, à titre consultatif.

Article 181

Traitements et indemnités connexes

Les consultants recevront un traitement forfaitaire pour toute journée de travail effective et pour chaque jour passé en voyage officiel pour se rendre à leur lieu d'affectation et pour en revenir. Les consultants qui viennent d'un point situé hors de la région où se trouve leur lieu d'affectation recevront l'indemnité de subsistance appropriée pour toute journée passée en voyage officiel.

Article 182

Exceptions aux règles générales

Sous réserve des restrictions énoncées dans le présent chapitre, les articles des chapitres I à XI inclus s'appliqueront aux consultants, exception faite des articles ci-après :

- Article 5 Affectation
- Article 8 Relations avec le public
- Article 9 Rétribution pour les conférences publiques
- Article 12 Exercice d'une activité hors de l'Organisation
- Article 13 Candidature à une fonction publique de caractère
 politique
- Article 14 Heures de travail
- Article 15 Privilèges et immunités

Tous les articles du chapitre II, Traitements et indemnités connexes

- Article 60 Contrats d'une durée indéterminée

Article 62	Examen médical
Article 65	Rapports périodiques sur les membres du personnel
Tous les articles du chapitre IV Promotions	
Tous les articles du chapitre V, Congés	
Article 101	Préavis de démission
Article 103	Préavis de licenciement
Article 104	Réduction des effectifs
Article 105	Age de la retraite
Article 107	Indemnité de licenciement
Article 108	Dispositions spéciales concernant les congés
Article 109	Dispositions spéciales concernant la Caisse de prévoyance
Article 110	Dispositions spéciales concernant la Caisse des pensions
Article 124	Frais de voyage des personnes à charge
Article 125	Frais de déménagement
Article 150	Caisse des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies
Article 151	Caisse de prévoyance
Article 152	Soins médicaux

CHAPITRE XV
PERSONNEL DES MISSIONS

Article 190

Champ d'application

Les articles du présent chapitre s'appliquent à tous les membres du personnel engagés directement pour une mission, ainsi qu'aux membres du personnel, régis par les articles du chapitre XIII, qui sont affectés à une mission par voie de transfert.

Article 191

Traitements et indemnités connexes

(a.) Les membres du personnel visés à l'article 190, et qui sont engagés dans la région dans laquelle s'effectue la mission, recevront un traitement forfaitaire correspondant aux traitements et salaires les plus favorables payés, dans la région considérée, en rémunération d'un travail analogue. De plus ils toucheront une indemnité de subsistance raisonnable s'ils résidaient au moment de leur engagement dans une localité située à une distance de leur lieu d'affectation qui ne leur permettait pas normalement d'effectuer le voyage d'aller et retour quotidien.

(b.) Les autres membres du personnel visés à l'article 190 recevront un traitement calculé au taux des traitements payés au siège. De plus, ils toucheront une indemnité de subsistance de voyage pendant la durée de leur service auprès de la mission.

(c.) Les membres du personnel visés en (a.) et (b.) auront droit aux allocations familiales dans les conditions prévues aux articles 35 ou 204, à moins que cette indemnité soit expressément exclue de leurs conditions d'engagement.

d. Par "région", on entend le pays où se trouve la mission, ainsi que les pays voisins ayant un niveau de vie et de traitements comparables.

Article 192

Exceptions aux règles générales

Sous réserve des restrictions énoncées dans le présent chapitre, les articles des chapitres I à XI inclus s'appliquent aux membres du personnel régis par l'article 191, exception faite des articles ci-après :

- Article 23 - Indemnité spéciale
- Article 24 - Passage à un échelon supérieur dans une même classe.
- Article 29 - Majoration des indemnités dans le cas des fonctionnaires ayant des charges de famille
- Article 30 - Indemnité de vie chère
- Article 31 - Indemnité journalière d'installation
- Article 32 - Prime d'installation
- Article 33 - Indemnité d'expatriation
- Article 34 - Indemnité et subvention pour le logement
- Article 36 - Indemnité pour frais d'études
- Article 60 - Contrats d'une durée indéterminée
- Article 72 - Comité des nominations
- Article 80 - Congé dans les foyers
- Article 81 - Congé anticipé dans les foyers
- Article 82 - Faculté d'ajouter le congé annuel au congé dans les foyers
- Article 83 - Frais de voyage
- Article 101 - Préavis de démission
- Article 102 - Licenciement
- Article 103 - Préavis de licenciement
- Article 105 - Age de la retraite
- Article 107 - Indemnité de licenciement
- Article 109 - Disposition spéciale concernant la Caisse de prévoyance
- Article 110 - Disposition spéciale concernant la Caisse des pensions
- Article 124 - Frais de voyage des personnes à charge
- Article 125 - Frais de déménagement
- Article 150 - Caisse des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies
- Article 151 - Caisse de prévoyance
- Article 152 - Soins médicaux

Article 193

Travailleurs manuels

Les dispositions de l'article 15, "Privilèges et immunités" ne s'appliquent pas aux travailleurs manuels engagés aux termes de l'article 191

Article 194

Heures de travail

La semaine de travail normale, telle que la définit l'article 14, pourra être modifiée en raison des conditions et coutumes locales, pourvu qu'elle ne soit pas d'une durée inférieure à 40 heures.

Article 195

Décompte des heures supplémentaires ou du sursalaire
de nuit

Les traitements et salaires fixés conformément à l'article 191 serviront pour le décompte des heures supplémentaires ou du travail de nuit.

Article 196

Certificats médicaux

Dans les cas où l'avis favorable d'un médecin de l'Organisation est nécessaire (articles 62 et 89 par exemple), et où aucun médecin n'a été nommé à cet effet, un certificat délivré par un membre qualifié de la profession médicale sera valable.

Article 197

Préavis de démission

(a.) Les membres du personnel auxquels s'appliquent les dispositions de l'article 190, et qui sont engagés dans la région, peuvent démissionner moyennant préavis de quinze jours donné par écrit.

(b.) Les autres membres du personnel visés à l'article 190 peuvent démissionner moyennant préavis de trente jours donné par écrit.

(c.) Le Secrétaire général peut accepter des démissions données avec préavis plus court.

Article 198

Préavis de licenciement

(a.) Les membres du personnel auxquels s'appliquent les dispositions de l'article 190 et qui sont engagés dans la région pouvant être licenciés à tout moment sous préavis de 15 jours donné par écrit, ou dans toutes autres conditions prévues par leur lettre d'engagement.

(b.) Les autres membres du personnel visés à l'article 190 peuvent être licenciés à tout moment, moyennant préavis de 30 jours donné par écrit ou dans toutes autres conditions prévues par leur lettre d'engagement.

CHAPITRE XVI

PERSONNEL DES BUREAUX PERMANENTS

SITUÉS HORS DU SIÈGE

Article 200

Champ d'application

Les articles du présent chapitre s'appliquent à tous les membres du personnel qui occupent un poste dans des bureaux permanents hors du siège.

Article 201

Traitements, salaires et indemnités connexes

(a) Les membres du personnel toucheront les traitements et indemnités connexes conformément aux dispositions du chapitre II, sous réserve des ajustements destinés à compenser les différences existant en ce qui concerne le coût de la vie et les autres conditions d'existence entre la région du siège et celle des bureaux situés hors du siège, étant entendu :

(b) Que le traitement des membres du personnel recrutés sur place pour des postes rentrant normalement dans les classes 1 à 7 inclus (voir article 20) corresponde à l'échelle des traitements ou salaires les plus avantageux en usage dans la région pour un travail analogue, et

(c) Que le salaire des travailleurs manuels soit fixé sur une base forfaitaire et corresponde au taux de salaire le plus avantageux en usage dans la région pour un travail analogue.

Article 202

Exceptions aux règles générales

Sous réserve des restrictions du présent chapitre, tous les articles des chapitres I à XV inclus s'appliquent aux membres du personnel visés à

l'article 200, à l'exception des articles suivants :

Article 30 - Indemnité de vie chère

Article 34 - Indemnité et subvention pour le logement.

Article 203

Heures de travail

La semaine normale de travail, telle qu'elle est définie à l'article 14, peut varier suivant les conditions et usages locaux, pourvu qu'elle ne soit pas d'une durée inférieure à quarante heures.

Article 204

Indemnité pour charge de famille

Pour calculer l'allocation familiale attribuée aux membres du personnel visés à l'article 201 (b) (c), on utilisera le même coefficient que celui qui est adopté pour la fixation des traitements et salaires par rapport à ceux du siège.

Article 205

Travailleurs manuels

Les travailleurs manuels qui ne sont pas payés à l'heure seront assimilés aux membres du personnel payés à l'heure, sous réserve des dispositions du chapitre XII, exception faite des articles 162 et 163.

Article 206

Versements à la Caisse commune des retraites du personnel et à la Caisse de prévoyance du personnel

Pour le calcul des versements à la Caisse commune des retraites du personnel ou à la Caisse de prévoyance du personnel, prévus par les

articles 150 et 151, on adoptera les bases suivantes :

- (a) Pour les membres du personnel régis par l'article 201 (a), les traitements de base comparables en vigueur au siège;
- (b) Pour les membres du personnel relevant de l'article 201 (b) et (c) le tarif local établi.

Article 207

Calcul des rémunérations dues pour les heures supplémentaires ou le travail de nuit

Les rémunérations dues pour les heures supplémentaires ou le travail de nuit seront calculées d'après les traitements et salaires fixés comme il est prévu à l'article 202.

Article 208

Certificats médicaux

Lorsque l'approbation d'un médecin des Nations Unies est nécessaire, comme dans les cas prévus aux articles 62 et 81, et lorsque ce médecin n'aura pas été désigné, un certificat émanant d'un membre qualifié de la profession médicale sera valable.

CHAPITRE XVII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 210

Conditions et taux

Les dispositions du présent règlement s'entendent sous réserve des conditions et taux prescrits par le Secrétaire général dans les instructions administratives.

Article 211

Personnes n'ayant pas été engagées comme membres du personnel

Le présent règlement ne s'applique pas aux personnes qui, travaillant ou non dans l'enceinte des Nations Unies, n'ont pas été engagées comme membres du personnel.

Article 212

Emploi du masculin et du féminin

Dans le présent règlement, les termes désignant des personnes et des membres du personnel du genre masculin s'appliquent également aux femmes, sauf si l'intention contraire ressort clairement du contexte.

Article 213

Amendement au règlement du personnel

Le Secrétaire général peut modifier le présent règlement sous réserve des dispositions de l'article 135 "Comité du personnel" sans préjudice des droits acquis par les membres du personnel aux termes du statut du personnel.

Article 214

Date de l'entrée en vigueur du règlement du personnel

Le présent règlement prendra effet à dater du 1er juillet 1948 et remplacera toutes autres dispositions en vigueur avant cette date et contraires au présent règlement, sans préjudice des droits acquis par les membres du personnel aux termes du statut du personnel.
